

# Note de synthèse Mouvement citoyen en milieu urbain

Novembre 2018

## SOMMAIRE

### Contexte...1

Les valeurs ajoutées des projets de développement local urbain et citoyen...3

Les risques et les limites liés à l'approche locale urbaine et citoyenne...4

Les enjeux et les défis de mise en œuvre des projets de participation citoyenne...5

Quels objectifs ?...6

Synthèse...7

Recommandations...8

Ces projets visent globalement à favoriser l'implication citoyenne tout en renforçant les mouvements émergents en faveur de la citoyenneté, et en s'appuyant sur des réseaux de solidarité urbaine, dans les quartiers périphériques de Dakar.

Pour encourager les échanges d'expérience, Jokkale a organisé le 11 avril 2017 une rencontre entre ces trois équipes projets.

Les objectifs du projet :

1. Valorisation de la conscience citoyenne dans la commune de Ndiarème Limoulaye
2. Renforcement des organisations locales de Ndiarème Limoulaye afin de favoriser leur implication dans la gestion durable et rationnelle de l'eau et des déchets.

Les deux axes d'interventions principaux du projet sont : le renforcement des organisations locales et le soutien financier à des initiatives citoyennes.

## CONTEXTE

Médina Gounass, Ndiarème Limamoulaye, Bargny, Malika, Wakhinane Nimzatt, Djeddah Thiaroye Kao, Dalifort. Ces quartiers, qui ont en commun d'être tous situés dans la banlieue dakaroise, sont les zones d'intervention de trois projets financés par l'UE dans le cadre du programme d'accompagnement des initiatives citoyennes de la société civile (PAISC). Ainsi Plan et Urbasen, Gret et Y'en A Marre, Cospe et son consortium (LVIA, CEAS, PAEDD) ont commencé y déroulent depuis fin 2016 leurs projets respectifs.

## LES PROJETS



Derrière cet acronyme, se cache un projet, mis en œuvre sur deux années et porté par l'ONG italienne Cospe et son consortium formé par la municipalité de Ndiarème Limamoulaye, PAEDD, CEAS, LVIA.

Citoyens de Guédiawaye Ensemble pour des Initiatives et Actions Locales



Vers un mouvement citoyen des quartiers précaires de la banlieue de Dakar

Ce projet, porté par PLAN et URBASEN intervient dans les communes Djeddah Thiaroye Kao, Médina Gounass et Wakhinane Nimzath. Dans ces communes, les interventions ciblent les quartiers informels. Les OCB ciblées par le projet,

très nombreuses dans la zone d'intervention, n'apparaissent en effet que rarement structurées à une échelle leur permettant de gérer des projets, de mobiliser des ressources propres et de se positionner comme interlocuteurs de l'aménagement. Le projet répond à ce déficit de structuration, de formation, de gestion et de communication en s'appuyant sur les OCB existantes, de jeunes, de femmes ou autres acteurs œuvrant dans l'amélioration des quartiers, à même de fédérer un grand nombre de personnes et susceptibles de mobiliser des ressources propres.

Elle se focalise sur le renforcement de la capacité d'action collective de ces groupes par des formations thématiques ciblées et sur leur structuration en réseaux à l'échelle locale, communale et intercommunale en vue de favoriser l'échange d'expériences entre pairs et la coordination de leurs actions.

Ensemble, ces OCB doivent ainsi acquérir du poids dans les négociations avec les autorités locales et se positionner comme partenaires incontournables dans les décisions d'aménagement de leurs communes, comme acteurs à part entière du développement urbain de leurs villes.



### Sunu Gox

Le projet vise à promouvoir la solidarité urbaine et la citoyenneté dans les quartiers périphériques de Dakar en renforçant des mouvements citoyens et des organisations de base, dans leurs capacités à agir pour la défense de l'environnement et l'amélioration des services de base. Le projet est mis en œuvre par le mouvement citoyen Y'en A Marre et le Gret. Pour cela le projet Sunu Gox s'appuie sur les dynamiques initiées dans les banlieues de Dakar par des mouvements citoyens depuis 2011. Notamment par le mouvement Y en a Marre qui est à la fois codemandeur et l'un des principaux groupes cibles de l'action. En effet, le projet vise également à renforcer les capacités du mouvement à agir pour la défense de l'environnement, l'amélioration des services de base. A terme le mouvement devra par ailleurs contribuer au renforcement de la citoyenneté urbaine. L'objectif du projet est de permettre au mouvement Y en a Marre, dans 4 quartiers populaires de la banlieue de Dakar (Daroukhane et Wakhinane (Guediwaye),

Pikine Nietty Mbar et Malika (Pikine) :

- de conduire un processus qui mobilise des organisations de base dans des actions de plaidoyer, sensibilisation et suivi auprès des autorités compétentes et des citoyens pour la défense d'un environnement sain
- de mettre en œuvre un mécanisme transparent et démocratique de financement et soutien à des actions de proximité réalisées par des organisations de base en faveur de l'amélioration de l'environnement et de l'assainissement.

## LES VALEURS AJOUTÉES DES PROJETS DE DÉVELOPPEMENT LOCAL URBAIN ET CITOYEN

Les projets de développement local en milieu urbain partagent la même finalité, celle de donner les moyens aux acteurs des quartiers périphériques et banlieues, de concrétiser leurs projets collectifs.

Les approches développées par ces projets se fonde sur un **ancrage territorial** des équipes et actions, afin de travailler au plus près des groupes-cibles, pour renforcer leur connaissance, fierté et appartenance à leur quartier.

Un enjeu est de **renforcer le lien communautaire de ces quartiers de banlieue**, construit autour d'un territoire, de ses habitants, des élus, intervenants sociaux et communautaires, etc. La communauté peut partager des frontières géographiques identifiées, une histoire, des repères physiques et sociaux de rencontre, des valeurs, des intérêts, etc.



*Réalisation d'un espace de vie public dans la Commune de Ndiareme Limamoulaye réalisé par une OCB du quartier par et pour les habitants. Projet C-GENIAL.*

Un des principes communs de ces projets de développement local urbain est que l'implication des habitants des quartiers dans l'identification, la conception des espaces publics et la réalisation, permet de renforcer leur appropriation. Les micro-projets réalisés par PLAN et URBASEN ou par le collectif CGENIAL d'aménagement de petite place

publique émanent ainsi directement des habitants des quartiers.

Ces microprojets sont également une illustration de la **capacité de mobilisation des acteurs locaux**. Les porteurs de projets jouent alors un rôle de **valorisation des initiatives à la base et du savoir-faire local et d'intermédiation entre les différents acteurs intervenant sur le territoire**.

Même si les réalisations réalisées par les OCB restent de petites envergures, elles apportent une **transformation effective de l'espace public** : les espaces sociaux urbains comme les places sont revalorisées, les puisards permettent d'assainir les rues, les espaces verts sont revalorisés et les déchets ménagers sont moins présents dans l'espace public...

Une autre valeur ajoutée de ces projets est celle de la **construction du dialogue entre les élus et les acteurs sociaux de base**. Les OCB des quartiers ont été amenées à rencontrer les élus lors de la mise en place de leurs activités, pour présenter leurs actions, négocier, obtenir les autorisations, mobiliser les services déconcentrés. Aussi, ces projets de mobilisation citoyenne permettent de renforcer la connaissance réciproque et les échanges entre tous les acteurs participant à la construction de la ville.

Autre point fort partagé par tous ces projets : une meilleure **connaissance des territoires** par les habitants. A l'instar du projet SUNU GOX, qui a permis de réaliser un travail de **cartographie participative**, permettant aux habitants de connaître leur quartier et les problématiques liées à l'environnement. La production de ces cartes\* donne une existence cartographique à ces quartiers relégués et caractérisent de manière détaillée leur tissu urbain, les principaux services, les problèmes environnementaux majeurs de chaque quartier (inondation, érosion, etc.), les principales opportunités en termes d'espace public disponible . A noter que ces productions pourraient être reprises par les municipalités pour **compléter les données manquantes des Plans de Développement Locaux (PDL)**.

Au-delà de ces points forts communs des démarches engagées dans les projets, des risques et limites sont à soulever.

\* Ces cartes sont partagées et disponibles pour tous via le site <http://www.openstreetmap.org/>. Pour plus d'information, voir le site du GRET : <https://www.gret.org/2017/07/cartographie-senegal-rue-apres-rue/>

## LES RISQUES ET LES LIMITES LIÉS À L'AP- PROCHE LOCALE URBAINE ET CITOYENNE

La durée de l'accompagnement technique et financier des OCB – notamment dans le cadre des présents projets qui ont une durée de deux ans – est limitée dans le temps. La durée d'exécution des projets ne permet pas aux OCB de maîtriser l'intégralité des outils du cycle projet. De même, leur renforcement en termes de procédure financière pouvant leur permettre d'avoir accès à des financements externes prend du temps (besoin de facture pour chaque dépense, de réalisation de devis en fonction du montant...) alors que la plupart des acteurs sociaux de base ont comme habitude de se fournir généralement dans le secteur informel.

Si la faible durée de l'accompagnement est une limite, l'échelle d'action en est une autre. Les actions à l'échelon local installent des dynamiques de changement mais ne construisent pas la ville. Des programmes de plus grande ampleur doivent répondre aux problématiques d'urbanismes générales.

Travailler à l'échelle locale, voire micro locale, induit également de collaborer étroitement avec les élus. Même si la création d'un dialogue entre élus et acteurs sociaux de bases constitue une valeur ajoutée de ces projets, les refus de certaines autorisations, parfois basés sur des oppositions politiques, ont pu limiter la portée de ces projets.

Le scénario inverse est également possible. L'un des risques majeurs de ces projets réside aussi dans les risques d'instrumentalisation politique des projets par les leaders locaux qui peuvent tenter de s'attribuer la construction des infrastructures. Enfin certains élus locaux ont pu autoriser des aménagements alors qu'ils étaient contraires au cadre légal d'urbanisme (par exemple des puits installés sur des espaces publics).



*Installation d'un puits sur l'espace public. Autorisée par la municipalité.*

Enfin, les leaders des OCB peuvent également instrumentaliser les réalisations. Le renforcement de leur organisation peut permettre de renforcer leur positionnement dans le jeu politique local, et renforcer l'émergence de nouveaux leaders politiques.

Faire de la citoyenneté c'est faire de la politique.



*Le mouvement J'aime Mon Pays porté entre autres par les jeunes scouts du Sénégal, futurs citoyens.*

Ce dernier point se présente donc comme un risque mais aussi un enjeu des projets de développement locaux urbains et citoyens.

## LES ENJEUX ET LES DÉFIS DE MISE EN ŒUVRE DES PROJETS DE PARTICIPATION CITOYENNE

Le principal défi de la participation citoyenne qui est au cœur de ces 3 projets, est d'**amener ces citoyens à s'intéresser et participer à la vie de leur territoire**. Le résultat visé par cette stratégie est de transformer des espaces non valorisés en espaces pensés pour et par les citoyens pour améliorer leurs conditions de vie. Individuellement, le résultat attendu pour les citoyens est aussi leur propre développement, leur estime de soi, l'**acquisition de connaissance et d'une conscience collective**. La réalisation de ces projets communautaires, portés par des acteurs à la base, tend à démontrer qu'il est possible de se mobiliser collectivement pour changer son environnement, son cadre de vie, et plus largement de contribuer aux enjeux collectifs.

Ces actions qui peuvent transformer la perception des habitants sur leur quartier et leur implication dans la ville, ne répondent pas aux enjeux du développement de la ville (manque d'espace, de ressources, d'infrastructures...) qui doivent être intégrés dans **les réflexions qui sont en cours au niveau de l'Etat et des autorités locales**.

Il est donc nécessaire d'articuler :

- L'échelon micro (les ONG, les OCB...) et l'échelon macro (l'Etat et les institutions).
- Les savoirs faire des acteurs à la base et la mobilisation de l'expertise et des cadres légaux portés par l'Etat.

Les élus ont un rôle majeur à jouer dans ces articulations et il est important de **renforcer les élus locaux dans cette mission de construction de la citoyenneté à la base**. Il est à constater que les élus locaux ne maîtrisent pas toujours les cadres légaux qu'ils doivent partager et transmettre et la mobilisation des citoyens dans ce cadre. Des

formations pourraient être proposées dans ce sens pour favoriser la participation citoyenne et l'introduction de l'évaluation par les habitants.

Dans la même logique, un enjeu pour ces projets visant à renforcer la participation citoyenne est alors de bien **cibler les localités où les élus sont ouverts à renforcer la participation active des citoyens** dans le développement de leurs circonscriptions.



Le dernier enjeu identifié concerne le suivi des OCB par l'ONG ou les consortia en charge des projets. Le défi est de développer des méthodes d'accompagnement, qui favorise la responsabilisation, évite la substitution, développe des approches d'apprentissage et de « faire faire » en étant garant de la rigueur et de la qualité des réalisations. Cet accompagnement multiforme (financier, technique, institutionnel...) est complexe et nécessite de s'inscrire dans la durée.

## QUELS OBJECTIFS ?



L'objectif est-il de transformer la ville ou de mobiliser les populations urbaines et renforcer la redevabilité des citoyens ?

Il s'avère que les interventions sur l'espace public des projets visent avant tout à renforcer l'implication dans l'action collective, afin de promouvoir une citoyenneté active, dans une logique de continuité entre les habitants – usagers – citoyens.

Les activités et les projets citoyens visent donc à favoriser le passage du « je » (l'habitant) au « nous » (les usagers) au « ensemble » (les citoyens).

Ce type de projets règle de petits problèmes collectifs à l'échelon local mais permet surtout de responsabiliser ces habitants-usagers-citoyens (je-nous-ensemble) dans leur rôle actif de construction du bien public aux différentes échelles. Les projets permettent de trouver des solutions locales qui transforment les quartiers. Mais le besoin de mettre en place des projets structurants pour transformer la ville, notamment ses quartiers les plus populaires, reste entier.

Quatre (4) résultats principaux sont à retenir :

La participation aux activités concrètes et aux décisions d'un groupe comme une association de quartier ;

Le soutien de l'estime de soi et la reconnaissance des pairs dans la réalisation d'action collective ;

L'acquisition de compétences et de connaissance de son environnement ;

Le début d'une conscience collective et critique sur les droits et devoirs des citoyens mais aussi des élus aux différentes échelles.

## SYNTHÈSE

### VALEURS AJOUTÉES

Mobilisation des acteurs locaux  
Ancrage territoriale des porteurs de projet  
Valorisation de leurs initiatives et savoir-faire  
Installation d'un dialogue entre élus, services déconcentrés et citoyens  
Renforcement de la redevabilité entre citoyens et autorités locales  
Transformation effective de l'espace public à l'échelle locale  
Connaissance des territoires améliorée (cartographie, base des données...)

### RISQUES ET LIMITES

Financement des actions ponctuel et non renouvelable  
Durée d'accompagnement trop courte pour intégrer tous les outils du cycle projet  
Les actions locales n'interviennent pas à l'échelle de la ville  
Instrumentalisation politiques des élus et des leaders locaux  
Soutien temporaire des élus  
Non-respect des lois d'urbanisme

### ENJEUX ET DEFIS

Articuler les actions à l'échelle micro et macro  
Trouver des modèles intégrés de développement urbain  
Renforcer les élus locaux dans leur rôle d'animation de la citoyenneté  
Intéresser durablement, et au-delà de la durée des projets, les habitants au développement de leur cadre de vie  
Cibler les localités à forte capacité de changement

### OBJECTIFS

Renforcement de la citoyenneté  
Processus de changement de l'habitant à l'utilisateur au citoyen  
Co-construction de la ville mobilisant les différents acteurs qui la font  
Emergence d'une nouvelle génération politique responsable et exigeant redevabilité dans l'action publique locale, et à toutes les échelles.

## RECOMMANDATIONS

---

### Pour les autorités

Impliquer davantage les populations à la base dans les processus de décisions des communes.

Définir les rôles et responsabilités de tous les acteurs impliqués en intégrant la notion de redevabilité à l'égard des citoyens

Accepter l'évaluation citoyenne

Encourager la réalisation d'infrastructure par les citoyens

Renforcement de la gestion citoyenne des infrastructures communales

---

### Pour les porteurs de projet

Encourager les rencontres d'harmonisation des approches de sélection des OCB.

Partager dès le démarrage les connaissances et notamment les bases de données des OCB

Porter un même discours à l'égard des élus pour permettre d'atténuer le flou quant à l'intérêt financiers qu'ils portent aux projets.

Mettre en réseau les OCB qu'ils ont soutenu pendant les projets.

---

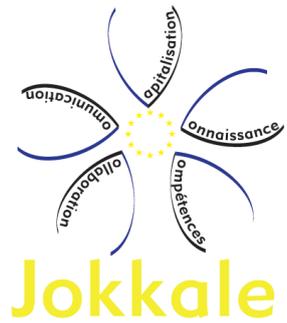
### Pour l'Union européenne

Créer d'avantages de mécanismes pour permettre la poursuite des dynamiques citoyennes engagées

Orienter son plaidoyer en faveur du renforcement de la citoyenneté et principalement des élus.



Ce projet est financé par l'Union européenne



«La présente publication a été élaborée avec l'aide de l'Union européenne. Le contenu de la publication relève de la seule responsabilité de leurs auteurs et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue de l'Union européenne.»

+221 77 488 27 21

contact@pfongue.org

www.pfongue.org

@pfongue

PFONGUE Sénégal

Plateforme des ONG Européennes Villa 24, rue du Front de terre, Grand Yoff - Dakar - SENEGAL (au siège de l'ONG ACTED)